

gouvernement Simons de leur désigner deux personnalités luxembourgeoises à faire figurer dans le premier conseil d'administration, Mathias Simons et Emmanuel Servais jetèrent leur dévolu sur Jean-Mathias Wellenstein et Antoine Pescatore (v. fasc. II). Bien des années plus tard, lors des discussions parlementaires au sujet de la faillite de la Banque Nationale, le ministre d'Etat de Blochausen trouva singulier que les 50 actions exigées des administrateurs par les statuts de la Banque Internationale leur eussent été cédées au pair, après intervention du gouvernement, alors que les actions faisaient prime. C'est que Blochausen, qui voulait absolument démontrer que la chute de la Banque Nationale avait été provoquée par la banque concurrente, faisait flèche de tout bois. (22)

Avec ses huit collègues du Conseil d'administration de la Banque Internationale, Jean-Mathias Wellenstein avait ample occasion de partager les soucis que leur occasionnaient les difficultés que cet établissement rencontrait notamment en tant que banque d'émission. Voyant ses billets refusés par la plupart des Etats de l'Union douanière, la banque dut réduire son capital social. Et n'eussent été, outre de plutôt modestes opérations d'escompte, les fructueuses prises de participations dans des banques amies (Delbruck, Schickler et Cie; Reverchon et Cie; Lippmann et Rosenthal), Wellenstein, tant qu'il vivait, n'aurait eu que des déboires dans son poste d'administrateur. (23)

Combattus par le «*Courrier*»*), les hommes de la Banque Internationale ne s'en attachèrent que d'autant plus au prince Henri qui, comme nous l'avons vu (fasc. IX), avait favorisé dès le début la création de cet institut financier.

C'est pour mettre à profit ses connaissances en matière financière que Wellenstein fut consulté en 1857 par plusieurs familles de Larochette qui se croyaient en droit d'entrer en jouissance du testament du fameux Walter Reinert ou Reinhard, prince indien de Saribana. Il figura dans la commission de trois Luxembourgeois chargés de seconder le notaire Neveux de Strasbourg dans la défense des droits d'une succession prétendument ouverte à Londres. Cette extraordinaire affaire, qui fit pendant de longues années la pâture des journaux du monde entier, n'était pas encore terminée lors de la mort de Wellenstein. Ce ne fut qu'après que le dernier survivant de ladite commission, Victor de Roebé, eut disparu en 1889, que les prétendus héritiers luxembourgeois abandonnèrent la partie. (24)

Lors des élections cantonales du 20. 8. 1857, qui se firent par voie indirecte et qui – à l'encontre des élections directes par districts – furent favorables au gouvernement, Wellenstein rentra aux Etats comme représentant du canton de Grevenmacher. Mais comme aux Etats la majorité était en opposition au cabinet Simons, la nomination de Wellenstein à la présidence fut loin d'être une sinécure.

*) Plus tard ce journal et notamment son successeur la «*Luxemburger Zeitung*», sympathiseront avec la Banque Internationale.